

Enforcement par la FINMA
Première analyse empirique

Urz Zulauf

**Professeur à l'Université de Genève
et à Cornell Law School**

Roy Gava

Professeur assistant à l'Université de Saint-Gall



Room n° 53302

Journée de droit bancaire et financier
15 novembre 2018



CENTRE DE DROIT
BANCAIRE ET FINANCIER

Journée de droit bancaire et financier 2018

Enforcement par la FINMA: Première analyse empirique

Urs Zulauf, Professeur à l'Université de Genève et à Cornell Law School
Roy Gava, Professeur assistant à l'Université de Saint-Gall



Room n° 53302

Table des matières

- Introduction
 - Projet de recherche: «Global Enforcement against the Financial Industry» (GEFI)
 - Base de données: Swiss Enforcement in the Financial Industry Database (Swiss ENFID)
- *Enforcement* par la FINMA et pratique des tribunaux: Analyse quantitative
 - *Enforcement* par la FINMA
 - Tribunal administratif fédéral
 - Tribunal fédéral
- *Enforcement* par la FINMA et pratique des tribunaux: Analyse qualitative
 - *Enforcement* par la FINMA
 - Taux de succès des recours
 - Approbation de la FINMA par les tribunaux
 - Désaveu de la FINMA par les tribunaux
 - Respect des garanties procédurales par la FINMA
 - Durée de la procédure
 - Première synthèse du contrôle de la FINMA par les tribunaux



2

Projet de recherche «Global Enforcement against the Financial Industry» (GEFI)

Objectifs

Approche quantitative et études de cas qualitatives pour répondre aux questions suivantes:

- Quelles sont les principales caractéristiques et tendances en matière d'*enforcement* dans le secteur financier au niveau global?
- Quels sont les facteurs derrière la priorisation de thèmes en matière d'*enforcement*?
- *Enforcement* transnational: Coopération ou concurrence entre autorités?
- Comment évoluent les sanctions contre firmes et individus dans le temps?

Direction

Université de Genève, Centre de droit bancaire et financier, Urs Zulauf, Roy Gava

Portée

- *Enforcement* contre les instituts financiers et leurs employés
- Analyse quantitative des décisions en matière d'*enforcement* de 15 autorités de surveillance dans 8 juridictions
- Analyse détaillée d'une sélection de cas fortement médiatisés au niveau global

Etapes de la recherche

Collecte et analyse des données:

- pour la FINMA (Swiss ENFID)
- pour 15 autorités de surveillance des Etats-Unis, (SEC, FED, CFTC, OCC, CFPB, NYDFS), Royaume-Uni (FCA, PRA), France (AMF, ACPR), Allemagne (BAFIN), Pays-Bas (AFM, DNB), Singapour (MAS) et Hong-Kong (SFC, HKMA) (Global ENFID)
- Pour une série de cas fortement médiatisés (par ex. LIBOR, FX, 1MDB, Petrobras)



3

Swiss Enforcement in the Financial Industry Database (Swiss ENFID)



FINMA	Tribunal administratif fédéral	Tribunal fédéral
2009-2017	Jan 2009-Oct 2018	Jan 2009-Oct 2018
Données sur procédures d' <i>enforcement</i> mises à disposition par la FINMA (2009-13) Casuistique de la FINMA dans les Rapports sur l' <i>enforcement</i> (2014-17)	Décisions du TAF publiées sur bvger.ch	Décisions du TF publiées sur bger.ch
380 procédures	239 décisions	81 décisions



4

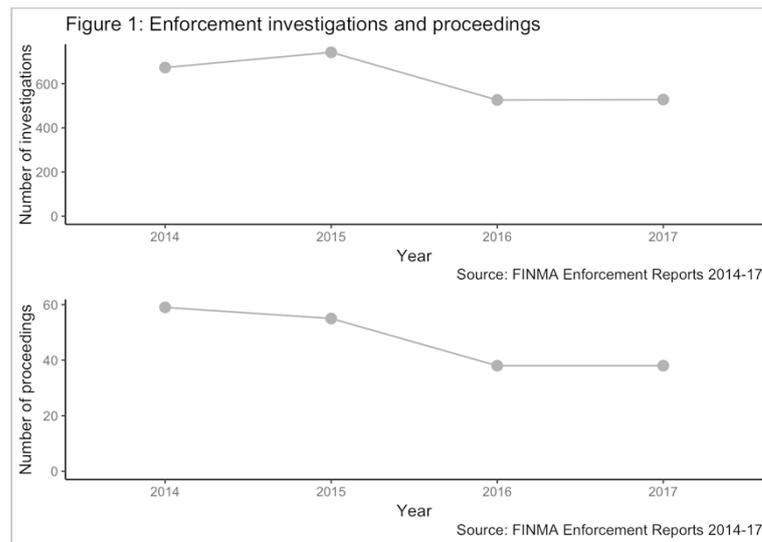
Table des matières

- Introduction
 - Projet de recherche: «Global Enforcement against the Financial Industry» (GEFI)
 - Base de données: Swiss Enforcement in the Financial Industry Database (Swiss ENFID)
- **Enforcement par la FINMA et pratique des tribunaux: Analyse quantitative**
 - *Enforcement* par la FINMA
 - Tribunal administratif fédéral
 - Tribunal fédéral
- **Enforcement par la FINMA et pratique des tribunaux: Analyse qualitative**
 - *Enforcement* par la FINMA
 - Taux de succès des recours
 - Approbation de la FINMA par les tribunaux
 - Désaveu de la FINMA par les tribunaux
 - Respect des garanties procédurales par la FINMA
 - Durée de la procédure
 - Première synthèse du contrôle de la FINMA par les tribunaux



5

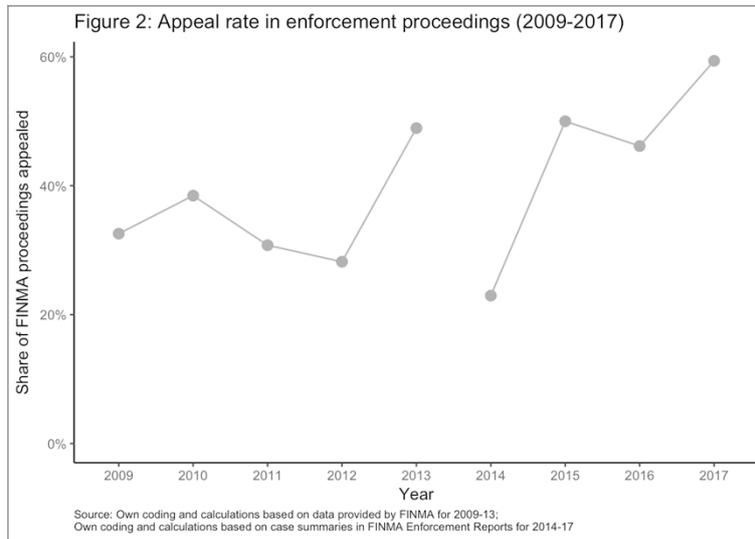
FINMA: Investigations et procédures d'enforcement



La FINMA totalise 2'469 investigations et 190 procédures d'enforcement closes pour la période 2014-2017. Le domaine "Assistance administrative internationale" est exclu.

6

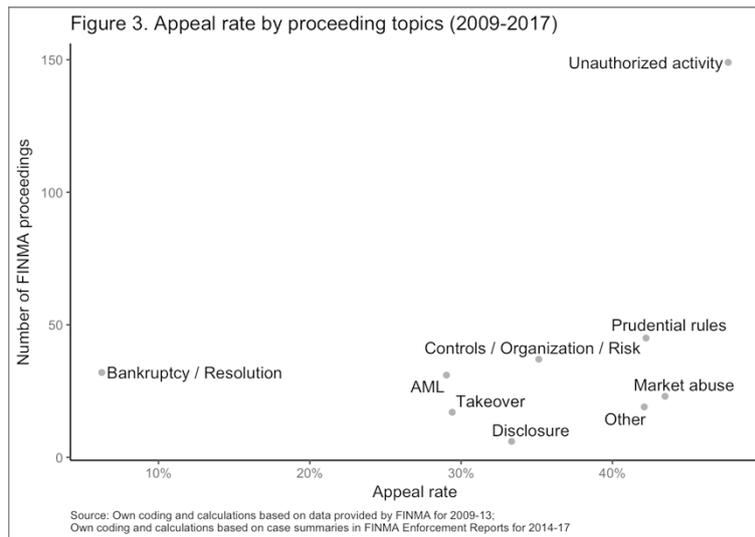
FINMA: Taux de recours



Le taux de recours pour les procédures d'*enforcement* représente une estimation en raison des deux différentes sources pour les périodes 2009-2013 et 2014-2017. Pour la période 2009-2017, le taux de recours estimé s'élève aux environs de 40%. Calculs basés sur 380 procédures d'*enforcement*. Le domaine "Assistance administrative internationale" est exclu.

7

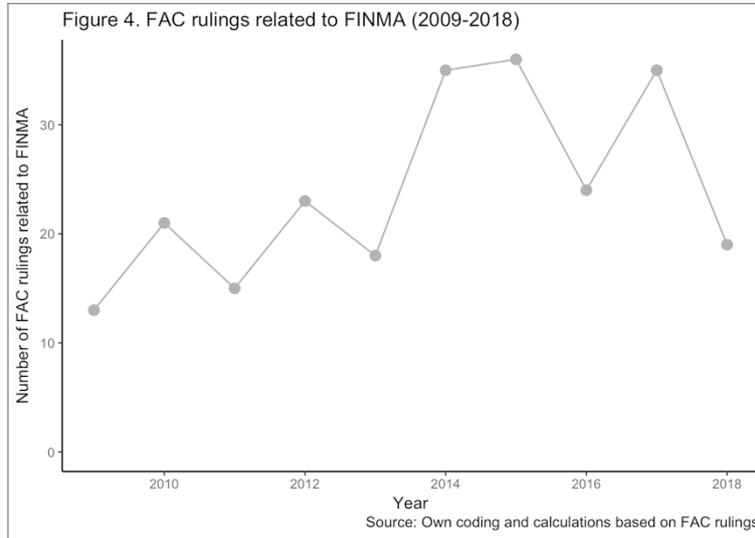
FINMA: Taux de recours – par thème



Le taux de recours pour les procédures d'*enforcement* représente une estimation en raison des deux différentes sources pour les périodes 2009-2013 et 2014-2017. Calculs basés sur 359 procédures d'*enforcement*. Les thèmes de 21 procédures d'*enforcement* n'ont pas pu être identifiés.

8

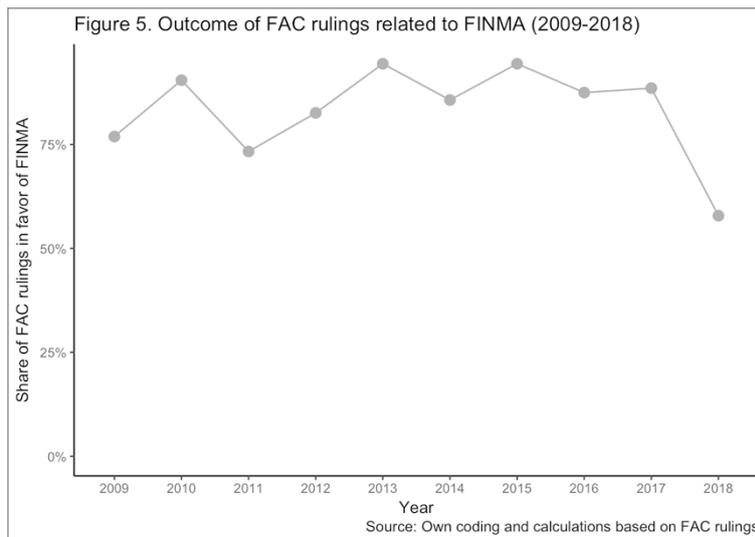
TAF: Recours concernant la FINMA



Calculs basés sur 239 décisions du TAF pour la période janvier 2009-octobre 2018. Les décisions en matière d'assistance administrative internationale sont incluses.

9

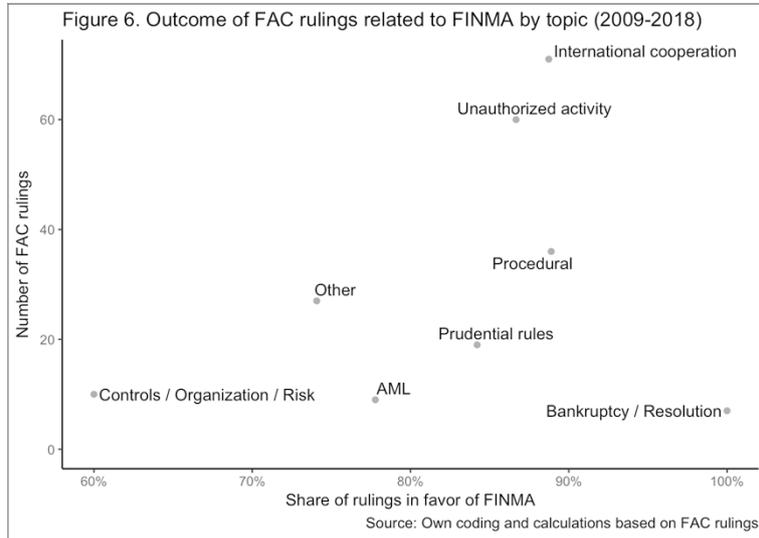
TAF: Issue des recours



Calculs basés sur 238 décisions du TAF. Pour la période janvier 2009-octobre 2018, 80% des décisions ont été favorables à la FINMA

10

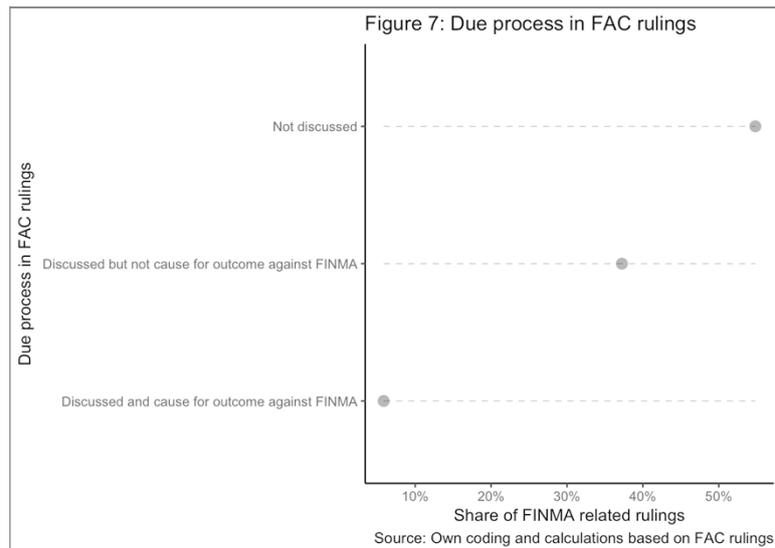
TAF: Issue des recours – par thème



Calculs basés sur 238 décisions du TAF pour la période janvier 2009-octobre 2018.

11

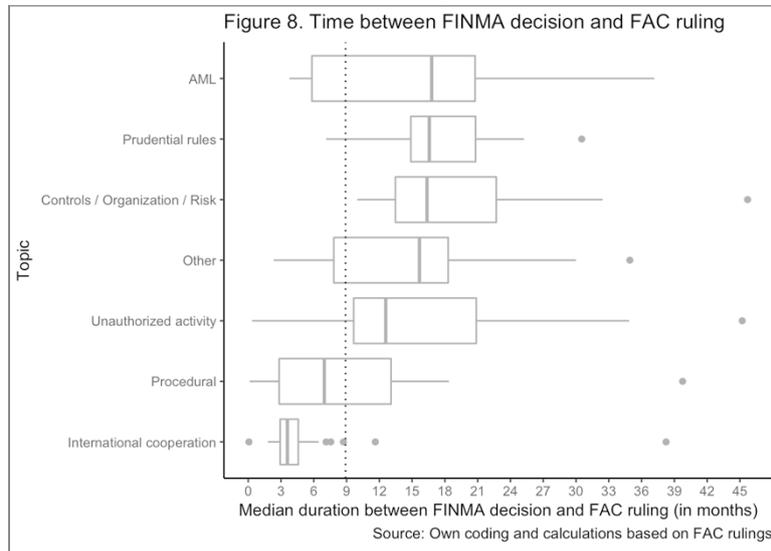
TAF: Garanties procédurales



Calculs basés sur 234 décisions du TAF pour la période janvier 2009-octobre 2018.

12

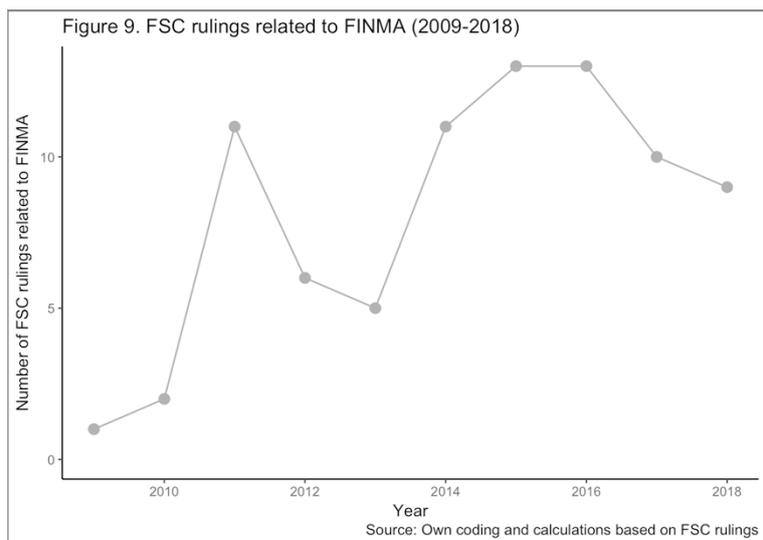
TAF: Durée des procédures



Calculs basés sur 209 décisions du TAF pour la période janvier 2009-octobre 2018. La ligne pointillée indique la durée médiane entre la décision de la FINMA et celle du TAF pour l'ensemble des cas (9 mois).

13

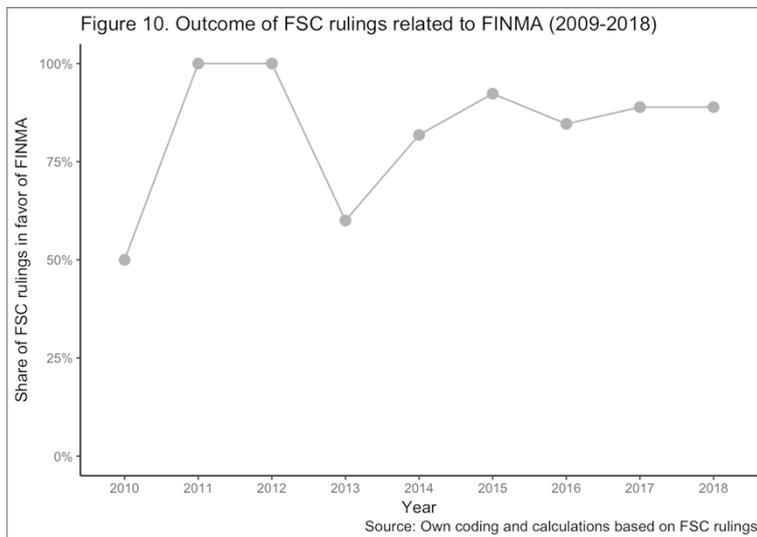
TF: Recours concernant la FINMA



Calculs basés sur 81 décisions du TF pour la période janvier 2009-octobre 2018.

14

TF: Issue des recours



Calculs basés sur 78 décisions du TF. Pour la période janvier 2009-octobre 2018, 90% des décisions ont été favorables à la FINMA

15

Table des matières

- Introduction
 - Projet de recherche: «Global Enforcement against the Financial Industry» (GEFI)
 - Base de données: Swiss Enforcement in the Financial Industry Database (Swiss ENFID)
- *Enforcement* par la FINMA et pratique des tribunaux: Analyse quantitative
 - *Enforcement* par la FINMA
 - Tribunal administratif fédéral
 - Tribunal fédéral
- *Enforcement* par la FINMA et pratique des tribunaux: Analyse qualitative
 - *Enforcement* par la FINMA
 - Taux de succès des recours
 - Approbation de la FINMA par les tribunaux
 - Désaveu de la FINMA par les tribunaux
 - Respect des garanties procédurales par la FINMA
 - Durée de la procédure
 - Première synthèse du contrôle de la FINMA par les tribunaux



16

FINMA – Enforcement : Chiffres

Allgemeine Statistiken Abgeschlossene Enforcementgeschäfte (Enforcementbericht FINMA 2017, S. 34)		
Abgeschlossene Geschäfte	Durchschnitt 2014 - 2017	Dauer (Monate) Durchschnitt 2014 - 2017
Abklärungen bewilligter Bereich	121	3
Abklärungen unerlaubt tätige Finanzdienstleister	385	4
Abklärungen Marktaufsicht	112	6
Offenlegungen	77	3
Übernahmeverfahren	2	1
Enforcementverfahren (ohne Amtshilfeverfahren)	48	10
Amtshilfesuche ausländischer Aufsichtsbehörden	484	2
Total	1231	

Nombre élevé :

Par semaine :

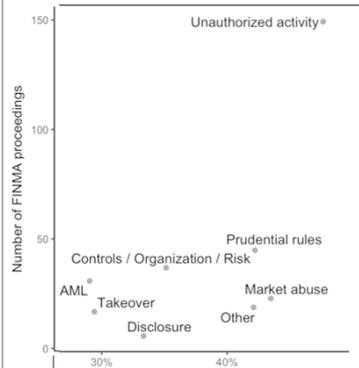
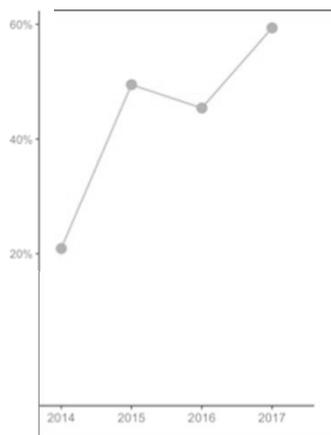
- 14 investigations et
- 1 clotûre d'une procédure d'enforcement

De façon générale, durée relativement rapide des investigations et de la procédure



17

FINMA – Enforcement: Taux de recours



Forte augmentation du taux de recours :

D'env. 20 % en 2014 à env. 60% en 2017

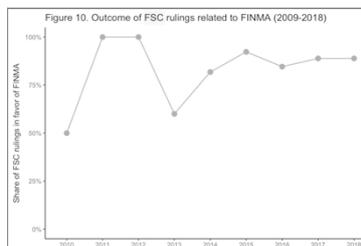
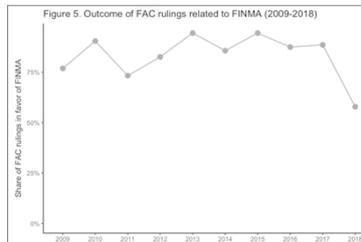
Raisons possibles

- Particularités du cas d'espèce
- Aggressivité accrue de l'enforcement de la FINMA
- Défiance grandissante à l'égard de la FINMA
- Hausse du taux de succès des procédures de recours



18

Recours contre les décisions d'enforcement de la FINMA : Taux de succès



Taux de succès de la FINMA (2009 – 2018)

- Devant le Tribunal administratif fédéral (TAF): 80 %
- Devant le Tribunal fédéral (TF): 90 %

Raisons de la diminution du taux de succès de la FINMA auprès du TAF en 2018

Evaluation générale du taux de succès



19

Approbation de la FINMA – Exemple 1 : Les données UBS

Tribunal fédéral ATF 137 II 431 2C_127/2010, 15 juillet 2011, sur recours de la FINMA

4.3.1 Wäre in den USA tatsächlich Anklage erhoben worden, hätte dies mit hoher Wahrscheinlichkeit für die UBS existenzbedrohende Folgen mit den dargelegten Auswirkungen gehabt: Es ist - wie die FINMA zu Recht geltend macht - hinlänglich bekannt, dass eine Anklageerhebung in den USA unabhängig von ihrem Ausgang für das betroffene Unternehmen zu einem nicht wiedergutzumachenden Reputations- und einem Vermögensverlust führt, der im Bankenbereich verheerende Folgen hat und rasch zu einer Überschuldung führt. Seit 1989 wurden in den USA sechs Finanzinstitute angeklagt, nur eines davon hat dies überlebt (vgl.

Aufgrund der damaligen Situation, welcher der heutigen Beurteilung der Rechtmässigkeit des Handelns der FINMA zugrunde gelegt werden muss, erschien es aufgrund der verschiedenen Informationen aus mehreren Quellen wahrscheinlich, dass die amerikanischen Behörden ihre Drohungen wahr machen und gegen die UBS mit den damit für den schweizerischen Finanzmarkt verbundenen Konsequenzen tatsächlich Anklage erheben würden (gestützt auf einen Zeitungsartikel anderer Ansicht: SCHAUB, a.a.O., S. 219). Zumindest hielt sich die FINMA im Rahmen ihres technischen Ermessens, wenn sie aufgrund ihrer Erfahrungen und ihrer Kontakte mit in- und ausländischen Behörden die geschilderten Hinweise ernst nahm und mit Blick auf die damit verbundenen Konsequenzen in Abstimmung mit dem Bundesrat, dessen Handeln nicht Verfahrensgegenstand bildet (vgl. Art. 189 Abs. 4 BV), die umstrittene Verfügung erliess, auch wenn im Nachhinein heute aufgrund neuer Umstände Zweifel geäussert werden, ob die amerikanischen Behörden tatsächlich den letzten Schritt gegen die UBS unternommen hätten oder nicht.



20

Approbation de la FINMA – Exemple 2 : Entraide administrative

Le Tribunal administratif fédéral a entièrement ou largement confirmé les décisions de la FINMA accordant l'entraide dans 66 affaires sur 77

Exemple : B-3705/2018 du 4 octobre 2018

Pas d'examen du droit étranger

Vérité présumée des faits présentés par l'autorité requérante

Exigences peu élevées au sujet de la justification du soupçon initial

4.2 Zunächst bildet es praxisgemäss nicht Aufgabe der Vorinstanz oder des Bundesverwaltungsgerichts, das Recht des ersuchenden Staats anzuwenden. Die korrekte Auslegung und Anwendung der ausländischen Gesetzesbestimmungen obliegt vielmehr allein den Behörden des ersuchenden Staates (vgl. Urteil des BGer 2A.484/2004 vom 19. Januar 2005 E. 1.5;).

4.3 Indessen gilt im Amtshilfeverkehr das völkerrechtliche Vertrauensprinzip als wichtiges Element der internationalen Behördenzusammenarbeit. Danach besteht – ausser bei offensichtlichem Rechtsmissbrauch oder bei berechtigten Fragen im Zusammenhang mit dem Schutz des schweizerischen oder internationalen ordre public – grundsätzlich kein Anlass, an der Richtigkeit der Sachverhaltsdarstellung und an Erklärungen anderer Staaten, mit denen man zusammenarbeitet, zu zweifeln. Auf diesem Vertrauen

Erforderlich ist daher, dass im Amtshilfesuch ein hinreichender Anfangsverdacht für das Vorliegen eines Verstosses gegen das Finanzmarktaufsichtsrecht dargetan wird. Die Anforderungen an die Darstellung des Anfangsverdachts sind dabei nicht allzu hoch. Es genügt vielmehr, wenn die



21

Approbation de la FINMA – Exemple 3: Les garanties du procès équitable (6 CEDH) et l'enforcement par la FINMA

Le TF et le TAF considèrent que

- la constatation par la FINMA de violations graves du droit de la surveillance
- l'interdiction d'exercer prononcée par la FINMA (cf. ATF 142 II 243 c. 3.4) et
- la confiscation de bénéfices illicites par la FINMA

ne constituent pas des sanctions pénales au sens de l'art. 6 CEDH, si bien que les garanties du procès équitable ne s'appliquent pas aux procédures d'enforcement de la FINMA

B-4763/2017, 29. Juni 2018

gen. Das Aufsichtsrecht nach Art. 142 ff. FinfraG bzw. aArt. 33e ff. BEHG zielt – im Unterschied zum Strafrecht – nicht auf die Vergeltung eines Fehlverhaltens ab, sondern auf den Schutz sowie die Gleichbehandlung der Finanzmarktteilnehmerinnen und -teilnehmer und die Gewährleistung der Funktionsfähigkeit der Finanzmärkte (Art. 1 Abs. 2 FinfraG bzw. aArt. 1 BEHG; Botschaft FinfraG, BBl 2014 7483 ff., 7512 f.). Sie sehen keine Sanktion im strafrechtlichen Sinne, sondern einzig die Einziehung von unrechtmässig erzieltm Gewinn vor, was einer Wiederherstellung des rechtmässigen Zustandes gleichkommt. Die Nichteinziehung von Gewinnen

3.4 Somit stellen weder die aufsichtsrechtliche Bestimmung zum Insiderhandel noch die aufsichtsrechtliche Einziehung eine strafrechtliche Anklage i.S.v. Art. 6 Ziff. 1 EMRK dar. Die Beschwerdeführenden berufen sich vergeblich auf Art. 6 EMRK bzw. Art. 14 Abs. 3 Bst. g IPBPR und die darin enthaltenen strafprozessualen Verfahrensgarantien, die im verwaltungsrechtlichen Aufsichtsverfahren nicht zur Anwendung gelangen.



22

Désaveu la FINMA – Exemple 1: Activité non-autorisée

Selon le TAF, il n'y a pas d'activité de maison d'émission sujette à autorisation lorsque la société mère vend les actions de sa filiale à des investisseurs immédiatement après leur émission. Il s'agit bien plus d'une émission directe.

B-1561/2016, B-4177/2016

Une société coopérative à but non lucratif qui se finance par des apports du public effectués, compte tenu des agissements de ses animateurs, une opération financière sujette à autorisation et contraire à son but social.

Sur la base d'une analyse détaillée, le TAF parvient à la conclusion que les trois membres du Conseil d'administration d'un groupe soumis à la surveillance de la FINMA ne sont pas solidairement responsables des frais de justice.

Aufgrund dieser Ausgangslage muss auch für die Prüfung, ob eine Selbst- oder Fremdemission vorliegt, von der Wirtschaftseinheit ausgegangen werden. Würde diese Ansicht durchbrochen und argumentiert, dass der Aktienvertrieb von zwei unabhängigen juristischen Personen ausgeführt worden sei, so stünde tatsächlich die Frage der Fremdemission im Zentrum. Wird hingegen – wie im vorliegenden Fall – die Systematik und damit die wirtschaftliche Einheit stringenterweise beibehalten – dies sowohl für die Gruppenbetrachtung als auch für jegliche weitere Tätigkeiten der Beschwerdeführerinnen –, muss im vorliegenden Einzelfall von einer Selbstemission ausgegangen werden. Denn die Tätigkeiten der Beschwerdeführerinnen...

3.3.4 Letztlich kann jedoch dahingestellt bleiben, ob den Beschwerdeführerinnen als Mitglieder der Verwaltung der Genossenschaft A... überhaupt eine Sorgfaltspflichtverletzung im Sinne von Art. 902 in Verbindung mit Art. 717 OR vorgeworfen werden kann. Denn im Rahmen einer Gesamtwürdigung erscheint es vorliegend zumindest als unverhältnismässig, die Beschwerdeführerinnen unbesehen und ohne jegliche Differenzierung als Teil der Gruppe zu betrachten, ihnen eine schwere Verletzung von Aufsichtsrecht vorzuwerfen und sie damit auch solidarisch für sämtlich Untersuchungs- und Verfahrenskosten haften zu lassen (vgl. hierzu E. 5). Denn die Beschwerdeführerinnen haben vorliegend nicht wissenschaftlich und willentlich eine eigentliche Strohmannposition in einer klar im Finanzbereich tätigen Gesellschaft übernommen. Vielmehr scheinen sie sich ehrenamtlich und aus eher idealen Gründen für eine Organtätigkeit in einer in der Öffentlichkeit für ihre operative Tätigkeit im Bereich der erneuerbaren Energien bekannte Genossenschaft entschieden und engagiert zu haben.



23

Désaveu de la FINMA – Exemple 2: Entraide administrative – principe de la confidentialité

Le Tribunal administratif fédéral n'est pas convaincu par la garantie de l'AMF Québec assurant la FINMA que des dysfonctionnements internes, constatés par un tribunal canadien dans le cadre d'une procédure pénale parallèle, n'affecteraient pas la procédure administrative qui donne lieu à la requête d'entraide.

Le TAF renvoie l'affaire à la FINMA afin de clarifier ce point.

TAF B-3495 und B-3496, 28.9.2018

Il convient encore d'examiner si des éléments pertinents permettent de supposer que l'autorité ne se comporte pas de bonne foi et ne respecte pas ses engagements en matière de confidentialité et d'usage spécifique des informations obtenues dans le cadre de l'entraide. La Cour du Québec a, dans sa décision du (...) juin 2018, mis en lumière divers dysfonctionnements au sein de l'AMF Québec dont la gravité a conduit au classement de la procédure pénale, ainsi que l'a souligné la requérante ; ladite Cour y fait notamment état du laxisme et de l'absence de rigueur de l'AMF Québec dans le traitement de pièces confidentielles. Certes, la procédure concernée était de nature pénale ; partant, ces dysfonctionnements ne sauraient être pris en considération sans distinction in casu ni ne doivent conduire à remettre en question l'ensemble de l'activité de l'AMF Québec. Cependant, compte tenu des exigences de confidentialité et de spécialité découlant des dispositions régissant l'entraide, les éléments soulignés par la requérante se fondant sur cette décision ne manquent pas d'interpeller, suscitant des incertitudes indéniables et légitimes sur le fonctionnement de l'AMF Québec également dans la procédure ayant nécessité l'entraide ; cela est d'autant plus vrai qu'au moins l'un des collaborateurs de l'AMF Québec visé expressément par les reproches articulés par la Cour du Québec intervient également dans la procédure à la base des requêtes d'entraide des 4 août 2016 et



24

Désaveu de la FINMA – Exemple 3: Obligation de motivation et établissement des faits

Dans le cadre d'une procédure d'entraide administrative, le TAF renvoie l'affaire à la FINMA afin qu'elle examine la restriction du droit d'accès au dossier non pas seulement au regard du droit de procédure mais également au regard du droit de la protection des données, sur lequel se fondait la requête d'accès au dossier.

TAF B-3450/2018, 24.8.2018

Le TAF, se fondant sur l'ATF 142 II 243, renvoie à la FINMA six interdictions d'exercer prononcées à l'encontre de traders de devises d'UBS afin qu'elle établisse précisément, pour chacun d'entre eux, les violations graves de leurs obligations qui ont été commises. La simple référence aux considérants de la décision rendue à l'encontre d'UBS n'est pas suffisante.

B-626/635/642/685/686/688/2016, 11. 6. 2018

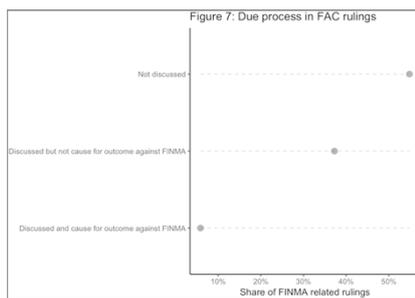
conteste pas. Il en découle que l'invocation de l'art. 8 LPD a été valablement formulée et que, puisqu'aussi bien l'art. 26 PA que l'art. 8 LPD peuvent être allégués dans une procédure administrative de première instance, il s'agissait d'un grief pertinent pour la décision à rendre qui aurait dû être examiné par l'autorité inférieure. Contrairement à ce qu'affirme cette dernière, il lui appartenait par conséquent de se prononcer à son sujet dans le cadre de la procédure qui s'est déroulée devant elle.

Grundlage gestellt und durch den Tatbestand umrissen wird. Der aufsichtsrechtliche Tatbestand des Berufsverbots ist erfüllt, wenn eine Person durch ihr individuelles Fehlverhalten kausal und schuldhaft eine schwere Verletzung aufsichtsrechtlicher Bestimmungen durch die Beaufichtigte bewirkt (BGE 142 II 243 E. 2.2). Die schwere Verletzung aufsichtsrechtlicher Bestimmungen bildet ein Tatbestandsmerkmal (vgl. BGE 142 II 243 E. 2.3). Das bedeutet einmal, dass der entsprechende Sachverhalt im Verfahren gegen die natürliche Person zum Beweisthema gemacht werden kann und die Verwaltungsbehörde die Sachverhaltselemente zu erstellen hat. Es bedeutet aber auch, dass die Verfügung eine entsprechende Begründung enthalten muss (Art. 35 VwVG). Die Begründung eines Entscheids soll dem Betroffenen einerseits die Tatsachen und Rechtsnormen zur Kenntnis bringen, die für die entscheidende Behörde massgeblich waren, andererseits soll der Betroffene in die Lage versetzt werden, den Entscheid sachgerecht anzufechten (UHLMANN/SCHILLING-SCHWANK, in: Praxiskommentar VwVG,



25

Garanties procédurales et procédure d'enforcement



La question du respect des garanties procédurales figure dans près de 40% des décisions du TAF.

Dans 15 cas, la violation des garanties procédurales a été l'élément décisif pour l'admission d'un recours contre une décision de FINMA.

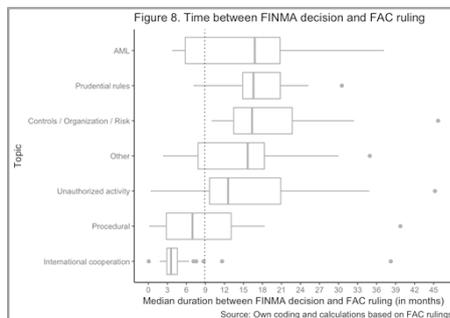
L'obligation de motiver revêt une importance particulière dans la conception du TAF :

- B-3450/2018, 24.8.2018
- B-1568/2017, 23.7.2018
- B-626/635/642/685/686/688/2016, 11. 6. 2018
- B-789/2011



26

Durée de la procédure devant le Tribunal administratif fédéral



Durée moyenne (médiane) d'une procédure devant le TAF (2009 – 2018) :

9 mois

Cas particuliers :

- B-561/2014: 43 (activité exercée sans droit)
- B-3380/2015: 39 (activité exercée sans droit)
- B-1440/2009: 38 (données clients UBS)
- B-5586/2013: 37 (blanchiment d'argent)
- B-5274/2015: 36 (activité exercée sans droit)
- B-789/2011: 33 (garantie d'une activité irréprochable)
- B-688/201(+5): 30 (interdiction d'exercer à l'encontre de traders de devises d'UBS)
- B-5903/2013: 25 mois (Entraide administrative)

- Activité de maison d'émission sans autorisation
- Pas de décision du TAF au sujet des mesures superprovisionnelles et provisionnelles prononcées par la FINMA avant que celle-ci ne rende, 4 mois plus tard, sa décision finales.
- Arrêt du TAF rendu 23 mois après la décision finale de la FINMA

B-1561/2016, B-4177/2016, 21.3.2018



27

Essai d'une première synthèse du contrôle de la FINMA par les tribunaux



- L'enforcement par la FINMA devient de plus en plus contentieux. Le taux de décisions faisant l'objet d'un recours a augmenté massivement, de 60 %, depuis 2014.
- Le taux de succès de la FINMA devant les tribunaux, soit respectivement 80 % et 90 % au cours de la période analysée, est élevé mais satisfaisant d'une perspective *policy*.
- Le contrôle judiciaire est efficace, et se fonde sur des analyses détaillées et minutieuses par les tribunaux.
- Les questions procédurales ont récemment gagné en importance.



28

Annexe : Termes utilisés

English	Deutsch	Français
FINMA Investigations	Abklärungen	Investigations
FINMA proceedings	Enforcementverfahren	Procédures d' <i>enforcement</i>
Appeal	Beschwerde	Recours
Federal Administrative Court (FAC)	Bundesverwaltungsgericht (BVGer)	Tribunal administratif fédéral (TAF)
Federal Supreme Court (FSC)	Bundesgericht (BGer)	Tribunal fédéral (TF)
FAC ruling	Entscheid Bundesverwaltungsgericht	Décision du Tribunal administratif fédéral
FSC ruling	Entscheid Bundesgericht	Décision du Tribunal fédéral
FINMA ruling	FINMA - Verfügung	Décision de la FINMA



Annexe : Topics – Themen - Thèmes

English	Deutsch	Français
Bankruptcy and Resolution	Konkurs-, Sanierungs- und Schutzmassnahmen	Liquidation et mise en faillite
Unauthorized activity	Unbewilligte Tätigkeit	Activités exercées sans droit
Controls, Organization, Risk	Kontrollen, Organisation und Risikomanagement	Contrôles internes, organisation et gestion du risque
Prudential rules	(Andere) prudentielle Aufsichtsregeln	(Autres) réglementation prudentielle
AML	Geldwäschereibe-kämpfung	Anti-blanchiment
Takeover	Übernahmen	Offres publiques d'acquisition
Disclosure	Offenlegung	Obligation de publicité
Market abuse	Marktmissbrauch	Abus de marché
Due process	Fairness im Verfahren (Rechtliches Gehör....)	Garanties procédurales
Procedural	Verfahrensfragen	Aspects procéduraux



Séance de questions

web.speakup.info 

Room n° 53302

